



## **Le plan d'action sur les engrais n'apporte aucune solution concrète à la dépendance vis-à-vis des intrants**

**La Coordination européenne Via Campesina (ECVC) a pris connaissance du plan d'action sur les engrais présenté hier par la Commission européenne. Dans un contexte de forte volatilité des prix de l'énergie et des engrais, la Commission européenne doit de toute urgence prendre des mesures pour réduire la dépendance de l'agriculture européenne vis-à-vis des engrais azotés de synthèse et importés. La crise actuelle montre une fois de plus la vulnérabilité d'un modèle dépendant du gaz importé et des intrants de synthèse, comme on l'a déjà constaté lors des crises des engrais et des pesticides qui ont suivi la guerre de la Russie en Ukraine.**

Cependant, ECVC souligne qu'aucune stratégie en matière d'engrais ne peut aboutir sans s'attaquer à la cause profonde de cette dépendance : l'absence de régulation du marché agricole, la pression constante exercée sur les revenus des paysan.ne.s et le modèle agricole industriel qui pousse les exploitations vers une dépendance croissante vis-à-vis des intrants externes.

Depuis des décennies, les paysan.ne.s sont pris au piège d'un modèle économique qui les oblige à produire toujours plus à des prix toujours plus bas. Cette logique entraîne la spécialisation des territoires dans des productions définies, la concentration de la production animale et la dépendance vis-à-vis des intrants de synthèse. La crise des engrais est révélatrice des limites de ce modèle. Les engrais synthétiques jouent également un rôle majeur dans le dérèglement climatique, tant par leur production dépendante des combustibles fossiles que par les émissions de protoxyde d'azote liées à leur utilisation en agriculture. Pour ECVC, la réponse ne peut être un nouvel élan vers des engrais dits « verts » ou de nouvelles formes de dépendance technologique à travers l'agriculture de précision, l'agriculture carbone ou les outils numériques de gestion des nutriments. Des alternatives concrètes existent déjà, telles que les systèmes d'agriculture mixte (cultures et élevage) à l'échelle territoriale qui réduisent la dépendance vis-à-vis des intrants externes en s'appuyant sur l'agroécologie. De tels modèles sont capables de réduire la dépendance aux engrais synthétiques tout en renforçant l'autonomie des paysan.ne.s, la fertilité des sols, la biodiversité et la résilience.

L'évaluation de la directive sur les nitrates, qui sera bientôt publiée, ne doit pas conduire à une déréglementation qui favoriserait davantage les modèles industriels et concentrés d'élevage dans certains territoires au détriment d'autres bassins de production plus diversifiés. Elle doit protéger l'eau, les sols et la biodiversité contre la pollution causée par une concentration excessive en nutriments et par les systèmes d'agriculture intensive. Se contenter de remplacer les engrais synthétiques par des quantités toujours plus importantes d'engrais organiques ne résoudra pas le problème si le même modèle intensif perdure. Transporter les excédents de nutriments à travers l'Europe plutôt que réduire la concentration du bétail et de réaliser des transferts de fertilité entre les espaces pâturés et cultivés ne résoudra pas non plus le problème structurel. La priorité doit être donnée à des systèmes agricoles équilibrés, territoriaux et agroécologiques qui reconnectent les cultures et l'élevage, réduisent la dépendance vis-à-vis des intrants externes et renforcent l'autonomie des paysan.ne.s. Les paysan.ne.s doivent également conserver le droit de produire et d'utiliser des engrais de fabrication artisanale et des systèmes de gestion des nutriments à l'échelle de l'exploitation dans une perspective

d'agroécologie paysanne. L'Europe n'a pas besoin de nouvelles formes de domination et de dépendance. La priorité doit être de soutenir l'autonomie des exploitations agricoles et d'engager une transition agroécologique bien plus ambitieuse.

De plus, l'accent mis dans le Plan d'action sur les engrais sur la gestion de l'utilisation des engrais via les mécanismes du régime d'échange de droits d'émission (ETS), les marchés du carbone et le cadre de certification des absorptions de carbone et de l'agriculture carbone (CRCF) risquent de transformer les paysan.ne.s en fournisseur.euse.s de services carbone et environnementaux pour les secteurs polluants. Les politiques en matière d'engrais ne doivent pas devenir une nouvelle opportunité pour élargir le marché du carbone et la logique de compensation via l'agriculture, mais s'attaquer plutôt aux fondements de la crise en s'éloignant des modèles qui dépendent largement des intrants synthétiques, en réduisant les niveaux réels d'émissions de carbone et en veillant à ce que les secteurs les plus polluants soient tenus responsables de leur impact environnemental.

Ces aspects doivent être pleinement intégrés dans la prochaine réforme de la PAC par un soutien accru aux systèmes agroécologiques, notamment par le développement des légumineuses dans les rotations culturales, le soutien des systèmes mixtes agriculture-élevage et du pastoralisme. La PAC doit en outre soutenir les pratiques qui réduisent structurellement la dépendance aux engrais azotés synthétiques et donner la priorité aux petites et moyennes exploitations agricoles, d'ores et déjà à la pointe des transitions agroécologiques à travers l'Europe.

ECVC souligne également que la souveraineté alimentaire européenne nécessite des mécanismes publics qui régulent les marchés agricoles et garantissent des prix équitables aux paysan.ne.s. Cela nécessite :

- Le renforcement des outils de l'organisation commune des marchés (OCM).
- Le renforcement de la directive européenne contre les pratiques commerciales déloyales.
- De mettre un terme à l'expansion incessante des accords de libre-échange.

L'ECVC souligne que les paysan.ne.s et les communautés rurales doivent jouer un rôle central dans ces discussions. Les voix des petits et moyens paysan.ne.s et des personnes engagées dans des systèmes agricoles territoriaux et agroécologiques sont essentielles pour élaborer des mesures qui réduisent véritablement la dépendance vis-à-vis des intrants externes et soutiennent une transition juste pour l'agriculture. L'autonomie stratégique de l'Europe se construira grâce à des systèmes agricoles territoriaux, mixtes (cultures et élevage), fondés sur l'agroécologie paysanne et la régulation des marchés, et non par la poursuite de l'industrialisation de l'agriculture.

## **Contacts**

Morgan Ody – Comité de coordination de l'ECVC – +33 6 26 97 76 43 – FR, EN, ES

Mathieu Courgeau – Groupe de travail sur les politiques publiques européennes – +33 676 522 871 – FR, EN

Bureau de l'ECVC – [press@eurovia.org](mailto:press@eurovia.org) – +32 2 217 31 12